



HAL
open science

Les fêtes de Jeanne d'Arc à Orléans et la Guerre froide

Danielle Chevallier

► **To cite this version:**

Danielle Chevallier. Les fêtes de Jeanne d'Arc à Orléans et la Guerre froide. Philippe Buton, Olivier Büttner, Michel Hastings. La Guerre froide vue d'en bas, CNRS Editions, p. 181-189, 2014, 978-2-271-07823-0. halshs-01260182

HAL Id: halshs-01260182

<https://shs.hal.science/halshs-01260182>

Submitted on 21 Jan 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les fêtes de Jeanne d'Arc à Orléans et la Guerre froide

Danielle Chevallier

Chaque année, depuis presque six siècles, Orléans célèbre sa délivrance du siège anglais par l'armée de Jeanne d'Arc le 8 mai 1429. Le déroulement des fêtes a plusieurs fois varié mais elles n'ont été interdites ou réduites qu'en de rares occasions ; la dernière, entre 1941 et 1944, quand les autorités d'occupation ont imposé qu'elles se limitent à un simple dépôt de gerbe au pied de la statue de Foyatier place du Martroi. Depuis 1945, on célèbre le même jour la capitulation de l'Allemagne nazie, les cérémonies étant dissociées même si on ne manque pas de faire remarquer cette extraordinaire coïncidence du calendrier.

Les fêtes sont devenues « religieuses, civiles et militaires » après la Première Guerre mondiale. En 1920, Jeanne d'Arc est successivement canonisée et la Chambre bleu horizon instaure la Fête nationale de Jeanne d'Arc. Le 8 mai il y a deux temps forts : le matin une messe à la cathédrale au cours de laquelle un invité ecclésiastique prononce le panégyrique de la sainte, et l'après-midi, un défilé de cinq kilomètres dans les rues avec, dit-on, une moitié de la ville qui défile sous les regards de l'autre moitié. Il est de tradition, puisque le calendrier républicain se calque sur le calendrier orléanais, que le président de la République nouvellement élu vienne présider les cérémonies. Entre 1947 et 1982 presque tous ont répondu à l'invitation ; Vincent Auriol en 1947, le général de Gaulle en 1959. René Coty devait venir en 1958 mais il a dû y renoncer en raison des événements, Valéry Giscard d'Estaing en 1979 et François Mitterrand en 1982. Sinon le maire invite un ou plusieurs ministres voire le Premier ministre (Michel Debré en 1960 et Georges Pompidou en 1963). De nombreux invités étrangers sont également présents, principalement des ambassadeurs. On peut constater qu'ils appartiennent tous au camp occidental. Ce sont d'abord des hôtes britanniques et américains, puis le cercle s'élargit aux autres pays d'Europe occidentale au gré de la construction européenne et des jumelages. Seule l'Espagne franquiste reste absente. Deux discours attendus sont prononcés : un par le maire d'Orléans auquel répond celui de

l'invité. Notons que, de 1952 à 1966, les troupes américaines stationnées à Orléans participent au défilé militaire qui clôture les fêtes.

Les orateurs prononcent toujours un discours autour des thèmes de la solidarité entre les Français et de l'unité, thèmes qui sont liés à l'héroïne. En tout cas, le thème de l'unité reste récurrent jusqu'en 1958 ; tous les orateurs exhortent les Français à dépasser leurs querelles stériles. C'est ce temps de l'union que semble regretter le maire d'Orléans en 1947, avec la fin du tripartisme et la naissance du RPF, lorsqu'il évoque la Libération : « Il n'y avait partout que des amis, des frères. Il n'y avait ni communistes, ni MRP, ni catholiques, ni juifs ni libre-penseurs, ni bourgeois, ni ouvriers. Il n'y avait que des Français délivrés, sauvés, unis, comme à toutes les grandes heures de notre histoire ». À partir de 1947 et l'entrée dans la Guerre froide, les communistes sont souvent fustigés comme diviseurs et mauvais Français. Et eux-mêmes se mettent à l'écart. Comme le dit Antoine Prost dans un article de 1998, les fêtes de Jeanne d'Arc « c'est une rencontre entre le temps long de la tradition locale et le temps court de la conjoncture politique nationale et internationale. Les conflits s'y expriment à l'intérieur d'une volonté de consensus ; un maire de droite peut accueillir un président de gauche et réciproquement¹ ». On ne doit donc pas s'attendre à des prises de position trop tranchées et trop précises susceptibles d'alimenter des réactions excessives.

En étudiant ces fêtes, on peut quand même chercher à savoir si la Guerre froide et ses crises sont évoquées, si les orateurs sont tentés d'utiliser l'exemple de Jeanne d'Arc pour faire un parallèle entre la situation au XV^e siècle et les problèmes rencontrés par leurs contemporains. De ce point de vue, la période 1947-1967 et même la décennie des années 1970 peut se diviser en deux temps : avant et après la venue du général de Gaulle en 1959, lorsqu'il annonce vouloir dépasser la vision d'un monde bipolaire. Cela se traduira à Orléans par le départ des Américains en 1966.

1. *La France démocratique, mélanges offerts à Maurice Agulhon*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998. Sur la mémoire de Jeanne d'Arc, cf. également Winock Michel, « Jeanne d'Arc », in Nora Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire*. Tome 3, *Les France*, Paris, Gallimard, 1992, « Quarto », 1997, p. 4427-4473, Contamine Philippe, « Jeanne d'Arc dans la mémoire des droites », in Sirinelli Jean-François (dir.), *Histoire des droites en France*. Tome 2, *Cultures*, Paris, Gallimard, 1992, p. 399-435, Krumeich Gerd, *Jeanne d'Arc à travers l'Histoire* (1989), Paris, Albin Michel, « Histoire », 1993, Beaune Colette, *Jeanne d'Arc. Vérités et légendes*, Paris, Perrin, 2008.

LES FÊTES À L'HEURE DE LA GUERRE FROIDE (1947-1958)

Les fêtes sont placées sous l'autorité du maire, personnalité invitante. Les deux maires qui dominent la période sont Pierre Chevallier (1944-1951) et Pierre Ségelle (1954-1959). Tous deux sont issus du mouvement de Résistance Libération Nord, le second a été déporté. Pierre Chevallier appartient à l'UDSR. Il professe des opinions anticomunistes et antisoviétiques, et entretient de nombreuses amitiés aux États-Unis, en particulier avec d'anciens libérateurs d'Orléans - il fait un voyage à Chicago dès 1947 - qui permettent à Orléans, « ville meurtrie », bombardée en 1940 et 1944, de bénéficier d'aides matérielles conséquentes dans les années d'après-guerre. Des liens durables s'établissent avec La Nouvelle-Orléans et Orléans se « jumelle » avant l'heure avec Wichita (Kansas) à l'instigation d'Operation Democracy, organisation non gouvernementale, créée dans l'État de New-York en 1947 pour apporter un supplément d'aide au Plan Marshall à des « villes-sœurs », d'abord en France puis en Europe occidentale. Pierre Ségelle, lui, est membre de la SFIO. Il a été ministre de la Santé du 17 décembre 1946 au 27 janvier 1947, et ministre du Travail et de la Sécurité sociale du 28 octobre 1949 au 7 février 1950. Il est pro-européen et atlantiste, soutient Pierre Mendès France, ne soutient pas la CED ni l'entrée de la RFA dans l'OTAN. De même, il ne veut pas du jumelage d'Orléans avec une ville allemande sous son mandat.

En lien direct avec le climat de Guerre froide, cinq thèmes peuvent être isolés dans les prises de parole. En premier lieu, la nécessité de l'union, et notamment de l'Europe occidentale, seule capable de la protéger face au bloc de l'Est : « Ce qu'il faut pour défendre la paix, c'est la volonté de se défendre, et la force suffisante. Nous les trouverons dans l'union des différents pays d'Europe occidentale » déclare Pierre Chevallier en 1951.

Le deuxième thème est la reconnaissance d'une France éprise de liberté envers ses libérateurs. Devant des invités britanniques et américains, il s'exclame en 1948 : « Qu'ils me permettent de voir dans leur visite [...] la promesse d'une paix et d'une fraternité européenne dans le concert plus vaste encore des nations libres », précisant au maire de Wichita, la même année : « Vous avez vu flotter sur notre hôtel de ville les couleurs de votre pays, mais sachez qu'elles flottent déjà dans nos cœurs ». Dans ce domaine, les invités de la Ville ne sont pas en reste, à l'image de Mgr Roncalli, nonce apostolique, en 1952 - « Nous sommes heureux de témoigner notre gratitude envers le peuple fraternel des USA qui, de nouveau, après avoir libéré la ville de Jeanne, la ravitailla, l'aida à se reconstruire » - ou de Gaston Monerville, cette même année : « si une partie de notre pays est mal conseillée, une grande partie de la jeunesse, une grande partie du

pays prouve que la France n'est pas un pays ingrat et qu'elle veut rester fidèle à ses amitiés, fidèle aux nations libres ».

Le troisième thème récurrent reste la volonté de la France de contribuer au maintien de la paix dans le monde. « Au moment où une détente semble se manifester dans la situation internationale, je voudrais y mettre au surplus un argument, une adjuration pathétique pour le maintien de la paix dans le monde » (Pierre Chevallier, 1948) et de nombreux invités martèleront ce message au cours de la décennie, tel Vincent Auriol en 1947.



Source : Archives départementales du Loiret

Tract distribué par le PCF dans les années 1950.

Lié à ce troisième thème, le quatrième rappelle la nécessité des engagements internationaux de la France. « Puisque vous retrouvez ici les représentants de plusieurs nations européennes, je suis heureux de dire combien nous devons la reconnaissance au Plan Marshall qui nous a permis de subsister après le terrible fléau de la guerre », déclare le maire en 1948, et René Pleven, alors ministre de la Défense nationale, lui fait écho en 1951 : « Être assez forts, assez organisés, pour toujours imposer notre volonté de paix. C'est là, vous le savez, Monsieur le Maire le premier objectif des nations groupées d'abord par le Pacte de Bruxelles et qui, par le Pacte de l'Atlantique s'efforcent de constituer entre elles un système de défense naturelle, fondé sur la mise en commun de leurs ressources et la juste répartition des efforts. »

Le dernier thème, enfin, est consacré à la dénonciation de l'ennemi intérieur et extérieur. À partir de 1947 le contexte international et l'engagement de la France dans des guerres coloniales exacerbent les oppositions. Les élus communistes du Conseil municipal essaient de faire entendre leur différence. En 1948 ils remettent au Maire de Wichita deux lettres dont une ouverte au Président Truman, éditées par les Combattants de la Paix et de la Liberté. En 1951, l'Union des femmes françaises (UFF) est interdite de défilé car sa secrétaire générale a déclaré à la tribune d'un meeting : « Ce ne sont plus les Français qui commandent à Orléans, mais les Américains et le général Young est devenu le véritable maire d'Orléans », et des tracts allant dans le même sens ont été distribués (Photographie). Cette année-là, pour la première fois, les officiers américains sont présents immédiatement à gauche des officiers français, Orléans s'appêtant à accueillir le commandement de la « ligne de communication » entre l'Atlantique et la zone américaine en RFA. En définitive, *La République du Centre* s'est contentée de fustiger « un demi-quarteron d'iconoclastes et de barbouilleurs ramassé dans la nuit (qui) avait été sagement mis au clou jusqu'à midi (car) la seule contre-manifestation effective fut l'envol clandestin d'une grappe de ballons revêtus de slogans auxquels on ne prête plus attention ». À partir de 1952, les troupes américaines défilent en tête des troupes à pied. Et les communistes lancent une pétition pour protester contre la présence des Américains à Orléans, et plus largement en France et en Europe. En 1953 l'association France-URSS proteste contre l'absence du drapeau soviétique aux cérémonies de la victoire, et les élus communistes refusent de participer aux cérémonies « en raison de la présence indécente, au cours d'une fête consacrée à une héroïne de l'indépendance nationale, d'un détachement des troupes d'occupation » (il s'agit évidemment des troupes américaines). Ce geste se reproduira jusqu'en 1966. Le général américain commandant de la ligne de communication se fait un plaisir chaque année de rappeler qu'il adhère complètement aux idéaux de Jeanne, par exemple en 1952 : « l'événement que vous commémorez a inspiré depuis plus de cinq siècles tous les peuples soucieux de leur liberté et de leur intégrité nationale. Le peuple des États unis considère la Pucelle d'Orléans non seulement comme un valeureux chef militaire, mais aussi comme une des grandes figures de l'histoire. Par ses exploits et son brillant exemple, elle a fait progresser la cause de la liberté et le droit des nations à vivre et à prospérer selon leurs propres lois ».



Charles de Gaulle, président de la République, à la fête de Jeanne d'Arc, Orléans, 1959

Source :
La République du Centre

Le Général de Gaulle à la Fête de Jeanne D'Arc : Orléans 1959.

Les personnalités qui s'expriment par des discours ne se privent pas, sans les nommer, de viser les opposants communistes et les régimes qu'ils soutiennent. Le maire d'Orléans le fait dès 1947 : « Pour notre part, nous ne pouvons accepter que la France renonce à ce patrimoine (l'Union française). Pour cela, faut-il au moins que soit maintenue l'unanimité nationale et que les ennemis de l'Union française, et par conséquent de la France, ne trouvent pas dans la métropole elle-même, un encouragement à leur agitation ». Trois ans plus tard, René Pleven emploie un ton naturellement plus violent : « Les premières réalisations commencent et c'est ce qui explique la colère, les entreprises des diviseurs. Les manœuvres qui tentent après le mensonge de saper le moral de la France, de ses armées, qui s'efforceraient par la violence de saboter les fabrications militaires ou les arrivages de matériel que nous recevons de nos alliés se heurteront à notre volonté implacable de faire triompher la loi. Mais nous sommes parfaitement informés des projets qui, dans l'espoir de désunir l'opinion nationale et surtout étrangère, visent à créer des incidents sanglants. Ceux qui prendraient la responsabilité de telles entreprises doivent être avertis qu'ils n'échapperaient pas à leur châtimement. »

Tout s'infléchit avec la visite du général de Gaulle en 1959.

SORTIR DE LA GUERRE FROIDE ?

Dans le cadre d'un voyage dans la région, de Châteauroux à Tours, le nouveau Président fait halte à Orléans les 7 et 8 mai 1959. Le nouveau maire, élu en 1959, est Roger Secrétain. Lui aussi est un ancien de Libération Nord, nommé à la Libération, directeur du quotidien local *La République du Centre*. Il a appartenu à l'UDSR et fut élu député du Loiret à la mort de Pierre Chevallier en 1951. Non réélu en 1956, il se consacre à la politique locale et à la ville d'Orléans qu'il veut élever au rang de capitale régionale en la faisant profiter de la décentralisation. Il s'est rallié au général de Gaulle (Photo Général de Gaulle).

Face à l'évêque et au Général, le maire prononce un discours dans lequel il affirme son espoir dans la paix et la liberté, et sa foi dans l'Europe en construction : « si Jeanne d'Arc revenait, elle ne se contenterait plus d'aller de Vaucouleurs à Chinon, d'Orléans à Reims. Elle entreprendrait une chevauchée de capitale en capitale pour convaincre les nations qu'elles n'ont plus de sujets de querelles, intérêt ou prestige, égoïsme ou prétention, mais un bien à défendre en commun, un bien qui est notre civilisation, notre idéal de liberté, le respect que nous avons de la personne humaine, et tout ce qui fait le motif profond de notre vie [...] Saluons, à travers leurs diplomates, leurs édiles ou leurs musiques, nos amis des bons et mauvais jours, Anglais,

Américains, Canadiens, Néerlandais, Belges et ceux qui, venus d'Allemagne et d'Italie, oubliant des querelles périmées, sont avec nous, au coude à coude, pour faire l'Europe et assurer à la face du monde le droit qu'ont les peuples libres à préférer à l'asservissement la liberté et la démocratie ».

Le général de Gaulle répond en présentant un projet qui s'inscrit dans un cadre élargi au monde entier et qui dépasse la division entre les deux blocs. C'est en effet pour lui l'occasion de donner à la France un grand dessein : « La rénovation française ce n'est pas pour la France seulement que nous la voulons et que nous la faisons. C'est au profit de tous les hommes entre les grands peuples qui détiennent les grands moyens de la civilisation moderne. Entre ces peuples, quel que soit d'ailleurs leur régime, une sorte de confrontation va avoir lieu incessamment. Dans cette épreuve, dont peuvent sortir toutes sortes de choses, même la guerre, une guerre qui serait la destruction de tous, y compris de ceux qui l'auraient provoquée, il peut résulter une fois de plus une sorte de désillusion ; ou bien il peut résulter, et je l'espère, quelque accord, quelque entente, quelque *modus vivendi*. S'il en est ainsi, il faut qu'entre ces peuples s'établisse une coopération pour le bien des autres hommes, de tous ceux qui n'ont pas encore et loin de là les moyens des grands pays. Il faut que les pays reçoivent l'aide de leurs frères. C'est cela que la France va proposer dans cette confrontation, certaine en le faisant d'être fidèle à son propre génie, à sa propre vocation, certaine aussi d'être comprise par plus de deux milliards d'hommes qui méritent tout comme les autres d'être élevés vers la dignité, vers la prospérité et la fraternité. »

Ainsi, alors que le maire reste dans l'Europe occidentale de la Guerre froide en train de se construire, le général de Gaulle dépasse celle-ci en assignant à la France un projet mondial au-delà des deux blocs.

Après la visite du Général, des invités importants vont se succéder : Michel Debré, Premier ministre, en 1960 ; André Malraux, ministre de la Culture, en 1961 ; Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale en 1962 ; Georges Pompidou, Premier ministre, en 1963 ; Christian Fouchet, ministre de l'Éducation nationale, en 1964 ; Edgar Faure, ministre de l'Agriculture et Louis Jacquinot, ministre d'État, en 1966. Les interventions prononcées lors de ces cérémonies plaident surtout en faveur de la construction européenne. André Malraux fait même de Jeanne d'Arc la première Européenne, tandis qu'Edgar Faure appelle, en 1956, à « faire de cette guerrière pacifique une militante internationale. Auprès de son étendard flotte désormais le drapeau européen. Le culte que nous lui rendons est celui de la fraternité et de la paix. » Dans le même temps, la ville d'Orléans se lance dans la réalisation de jumelages, avec Trévise en Vénétie en 1960, et avec Münster en Rhénanie du Nord-Westphalie en 1961.

Mais le monde, ses divisions idéologiques et leurs prolongements en France ne sont pas oubliés. Jacques Chaban-Delmas s'écrit ainsi, en 1962 : « Ceux-là doivent bien comprendre que dans le monde tel qu'il est, alors que des menaces subsistent, et des menaces qui n'ont rien d'illusoire, d'un côté est rangé le matérialisme et de l'autre ce qui ressort de l'esprit. Et c'est à l'origine de cette chrétienté, dont les limites correspondent aujourd'hui aux limites d'un univers qui veut conserver ses valeurs profondes, exprimées en termes démocratiques après la souveraineté nationale, la souveraineté populaire, la liberté des hommes et la justice donnée enfin à tous. »

En 1967 le climat des fêtes se ressent de la sortie de la France du commandement intégré de l'OTAN et du départ des Américains d'Orléans. Pour la première fois depuis 1952 les troupes américaines ne défilent pas et leurs officiers supérieurs sont absents des cérémonies. De même, les délégations des villes « amies » (La Nouvelle-Orléans et Wichita) ont annulé leur venue. Le maire Roger Secrétain en profite pour réaffirmer que l'amitié franco-américaine doit surmonter cette crise au nom de la dette que la France et tout particulièrement Orléans ont envers l'Amérique.

En définitive, si la Guerre froide s'invite bien aux fêtes de Jeanne d'Arc à Orléans, les protagonistes en restent à l'affirmation de principes généraux, des valeurs qui soudent le camp occidental sans évoquer précisément les crises qui secouent le monde bipolaire : rien sur la Hongrie, ni sur le mur de Berlin, ni sur la crise des fusées à Cuba. Ces fêtes sont bien rassembleuses, à l'image de Jeanne d'Arc et d'une ville que l'on dit très modérée. En 1961, quelques jours après le putsch des généraux, André Malraux avoue même : « Le gouvernement a souhaité qu'aujourd'hui son représentant ne prenne la parole que pour un hommage à la seule figure de notre histoire sur laquelle se soit faite l'unanimité du respect. »